

ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE 2022

PARCE QUE C'EST NOTRE PROJET

LES PROPOSITIONS DES
JEUNES AVEC MACRON

Édito

Les propositions des Jeunes avec Macron

Notre mouvement est engagé depuis cinq ans aux côtés d'Emmanuel Macron, car nous considérons qu'il est le Président des jeunes, celui qui a mis la jeunesse au cœur de ses priorités.

Les faits sont là pour le dire : 1 Jeune 1 Solution, plan le plus ambitieux d'Europe pour protéger la jeunesse de la crise et qui a bénéficié à plus de 3 millions de jeunes ; développement sans précédent de l'apprentissage qui a permis, en 2021, à près de 700 000 jeunes de signer un contrat d'apprenti, de la suppression des cotisations sociales étudiantes, mise en place du Service national universel, chômage des jeunes à son plus bas niveau depuis 15 ans...

Chez les Jeunes avec Macron, nous avons été aux côtés de la majorité dans ces combats ; et nous avons obtenu de belles victoires : la généralisation du repas CROUS à 1€, la gratuité des protections menstruelles pour les étudiantes, l'extension du Pass Culture, l'ouverture de la prime à la conversion aux mobilités douces, l'ouverture de stages pour les jeunes auprès de la police...

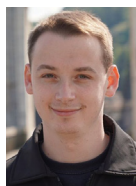
Avec ce livret, nous souhaitons continuer à contribuer au débat public et mettre nos propositions à la disposition du candidat dont nous espérons la réélection : Emmanuel Macron.

Car dans cette campagne présidentielle, le paysage politique semble figé.

À gauche, on a abandonné le combat pour l'égalité réelle au profit de revendications identitaires morcelées. À l'universalisme, on préfère dorénavant le communautarisme, en abandonnant au passage les classes populaires.

À droite, une autre forme d'assignation à résidence identitaire est dans toutes les bouches. À rebours de notre construction historique et républicaine, être Français serait une affaire de couleur, de naissance, de « souche ».

Face à ces visions rabougries, dans le sillage de ce qu'a toujours porté Emmanuel Macron : nous croyons à une autre vision de la société.



Ambroise Méjean
Président



Simon Pecnard
Vice-président

Celle de l'émancipation. Pour y parvenir, nous restons convaincus de la nécessité de suivre le chemin tracé en 2017.

Identifier les inégalités de destin qui pèsent sur certains dans notre pays et lever les barrières qui, à tous les âges de la vie, se dressent et empêchent de choisir son avenir.

Agir face au poids des héritages patrimoniaux, sociaux et culturels avec lesquels tous n'ont pas la chance de naître.

Combattre les séparatismes sociaux et religieux qui empêchent la mixité sociale et tenir la promesse républicaine de notre école.

Face aux polémiques stériles, face à des débats du XXème siècle, face aux dogmatismes, chez les Jeunes avec Macron, nous avons d'autres ambitions pour le quinquennat à venir.

Celle de poursuivre les grandes avancées de ce mandat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour la transition écologique et pour le bien-être animal.

Celle de repenser notre système archaïque d'aides sociales, pour qu'aucun jeune ne doive étudier en vivant sous le seuil de pauvreté.

Celle de permettre à ceux qui ont le sentiment d'être entravés ou laissés pour compte, d'accéder aux services publics et d'exercer leurs droits culturels.

Celle de s'attaquer aux tabous français : le manque de représentativité des syndicats, l'échec de la politique de prohibition du cannabis, ou la question du droit à une fin de vie libre et choisie.

Celle de lutter contre l'abstention endémique, particulièrement chez les jeunes, en repensant les modalités du vote, le financement des partis politiques et en modernisant nos institutions.

Enfin, celle de l'urgence de refaire nation, de cesser de se déterminer sans cesse par le plus petit dénominateur commun mais, au contraire, de redonner du sens à l'apprentissage de la démocratie et du civisme.

Nous sommes résolument optimistes pour l'avenir. Notre pays est bien plus, bien mieux, que ce que certains en disent. 2022 nous permettra de le prouver !

MÉTHODE

Pour aboutir à ces propositions nous avons débattu, consulté et travaillé pendant près de 3 ans, partout en France.

Petit rappel de notre méthode :

- **33 « Agoras » et plus de 3000 questionnaires remplis** sur des sujets variés (laïcité, culture, Europe,...) afin de faire vivre le débat, même pendant la crise sanitaire, que ce soit en visioconférence ou dans les bars.
- **Plus de 20 groupes de travail** menés par des chargés de mission.
- **De multiples consultations internes** afin de connaître la position des adhérents.

Résultats :

- Plus de **180 propositions formulées** sur de très nombreux sujets (écologie, harcèlement scolaire, réforme pénitentiaire, pouvoir d'achat étudiant, citoyenneté, égalité femmes-hommes,...)
- **12 livrets thématiques** remis aux acteurs de la majorité.

SOMMAIRE

- 1** Lutter contre les inégalités de destin
- 2** Ne laisser aucun jeune sur le bord de la route
- 3** Plus de justice et de liberté
dans notre politique de soins
- 4** Agir pour un avenir plus durable
- 5** Mettre la prévention au cœur
de nos politiques publiques
- 6** Moderniser nos institutions
et notre modèle démocratique pour
lutter contre la fracturation de la jeunesse

NOS PROPOSITIONS

- 1 Transformer notre modèle de transmission d'héritage**
- 2 Initier un « Plan pour l'égal accès à la culture dans tous les territoires »**
- 3 Mettre en place une « Garantie étudiante »**
- 4 Transformer l'orientation scolaire en rapprochant les élèves du monde du travail**
- 5 Favoriser le logement intergénérationnel**
- 6 Prendre en charge à 100% les dépenses liées à l'endométriose**
- 7 Mettre en place un « Pass écologie »**
- 8 Encadrer la pratique de la chasse**
- 9 Former tout au long de la vie à l'égalité entre les femmes et les hommes**
- 10 Légaliser le cannabis de manière encadrée**
- 11 Transformer l'Education civique**
- 12 Réformer le financement des partis politiques avec un « Chèque citoyen »**
- 13 Moderniser les modalités du vote**
- 14 Instaurer la syndicalisation obligatoire**
- 15 Défendre et promouvoir la citoyenneté européenne**

1

Lutter contre les inégalités de destin

Dans le sillage du projet du candidat et de l'action du Président de la République depuis 2017, la lutte contre l'assignation à résidence est au cœur de l'engagement des Jeunes avec Macron. Ne pas être condamné, dès la naissance, selon la famille et l'endroit dans lesquels on est né : voilà l'essence de nos propositions.

1 Pour une meilleure circulation de l'héritage patrimonial

Alors qu'en 1980, on héritait en moyenne à l'âge de 42 ans, en 2035, ce sera à 55 ans. L'héritage, qui pourrait être un levier d'émancipation pour de nombreux jeunes, s'apparente de plus en plus à une rente pour les personnes âgées. L'objectif doit donc être triple : s'assurer que ceux qui cumulent les héritages ne soient pas avantagés vis-à-vis de ceux qui n'en recevront qu'un seul dans leur vie ; apaiser le conflit générationnel et permettre aux grands-parents de donner plus facilement à leurs petits-enfants ; donner un héritage républicain à ceux qui n'en ont pas afin qu'ils puissent, eux aussi, financer leurs projets.

- *D'abord*, en **taxant l'héritage reçu tout au long de la vie** plutôt qu'à chaque donation, pour éviter que les mêmes personnes cumulent les donations et soient moins taxées que ceux qui reçoivent moins, mais en une seule fois.

- *Ensuite*, en **facilitant les donations intergénérationnelles**, notamment des grands-parents vers les petits-enfants.

- *Enfin*, en **donnant un héritage à ceux qui n'en ont pas**, en leur offrant la possibilité de réaliser un projet (entrepreneuriat, immobilier, études...) à partir de 18 ans avec une somme, allant jusqu'à 50 000€, prêtée par l'État et remboursée une fois un certain niveau de revenu atteint.

«Donner un héritage républicain à ceux qui n'en ont pas »



«Promouvoir la culture comme un outil d'émancipation»

2 Pour une démocratisation de l'accès à la culture

Aujourd'hui, on pâtit toute sa vie (accès à l'université, concours, emplois...) de l'inégalité d'accès à la culture que l'on subit dès le plus jeune âge. Le pass Culture résorbe une partie de cette inégalité mais reste encore insuffisant face à la force de l'habitus et de l'avantage qu'il y a à naître dans une famille qui possède les codes culturels. Ces propositions visent donc à lutter contre les déterminismes et à promouvoir la culture comme un outil d'émancipation, comme un levier face aux inégalités de destin.

- *D'abord*, un « **plan pour l'égal accès à la culture dans tous les territoires** » Concrètement, chaque intercommunalité doit disposer d'une offre culturelle diverse et accessible. Cela suppose un investissement et un soutien financier sans précédent pour l'ouverture de bibliothèques (par ex : déploiement des bibliothèques dans les 347 QPV qui en sont encore dépourvus), de cinémas, de librairies (aujourd'hui : 3200 librairies en France, 935 en Ile-de-France dont 700 à Paris), de délocalisations des musées, de numérisations des collections et expositions, ou de « bus-médiathèques », afin de générer une offre dans toutes les zones prioritaires, rurales et semi-rurales qui en sont aujourd'hui trop dépourvues.

- *Ensuite*, **étendre le Pass Culture, de manière mensualisée, au collège et au lycée**. Une somme de 15€ par mois pour les collégiens et de 25€ par mois pour les lycéens sera utilisable au travers de l'application Ce dispositif s'accompagnera d'un suivi par l'intermédiaire des professeurs et s'intégrera à la **généralisation de l'Enseignement Artistique et Culturel (EAC)**. A partir de 18 ans, le Pass Culture pourra être rechargé en contrepartie d'activités civiques labélisées comme l'engagement associatif.

- *En complément*, l'application Pass Culture permettra de **recenser toute l'offre culturelle disponible en France via la géolocalisation**.

3 Pour une école républicaine plus méritocratique, qui favorise la mixité sociale

La scission sociale, culturelle et ethnique, toque aux portes de l'école républicaine. En effet, là où notre système scolaire avait été le foyer de la méritocratie et permettait la mixité sociale, nous constatons, depuis des années, que ce n'est plus le cas. En atteste, par exemple, notre présence au bas du classement PISA en matière d'inégalité scolaire. Ces propositions visent à remettre de la mixité



et de la justice sociales à l'école, seul moyen de retrouver le chemin de la méritocratie.

- ***D'abord*, en réformant la carte scolaire.** Fondée sur des **statistiques géographiques** qui mesureraient les discriminations subies (travail, logement, services publics...) en fonction du lieu d'habitation, la réforme de la carte scolaire permettrait aux élèves d'évoluer dans un milieu moins uniforme que

leur univers social et familial d'origine.

- ***Ensuite*, en optant pour une limitation généralisée à 24 élèves par classe en primaire** (du CP jusqu'au CM2). D'ici à 2022, toutes les classes de grande section, de CP et de CE1 hors éducation prioritaire compteront au maximum 24 élèves. Mesure d'égalité des chances, cette limitation doit être étendue tout du long de l'enseignement primaire d'ici à 2027.



2 Ne laisser aucun jeune sur le bord de la route

La possibilité pour les jeunes d'accéder aux aides auxquelles ils ont le droit, aux bonnes informations sur les études et les emplois accessibles, à un logement digne et décent, ou encore aux mêmes droits que les autres, peu importe leur identité de genre, est aujourd'hui trop souvent empêchée. Ces propositions visent à répondre à certaines de ces problématiques et à lever les freins qui se dressent fréquemment devant de trop nombreux jeunes.

1 Pour une réforme des aides sociales, afin qu'aucun jeune ne vive en dessous du seuil de pauvreté

Notre système social est l'un des plus protecteurs au monde. Cela fait la spécificité du modèle français. Pourtant, force est de constater que ce sont les jeunes qui pâtissent le plus de ses angles morts. Qu'il s'agisse des effets de seuil engendrés par les bourses étudiantes ou des difficultés rencontrées par les travailleurs étudiants ou de moins de 26 ans, ces propositions visent à répondre à ces problématiques et plus particulièrement à celle de l'inacceptable précarité des jeunes dans notre pays.

- **Mettre en place une « Garantie étudiante »** afin que chaque jeune dispose d'un montant minimum pour vivre dignement. Cette aide devra être conditionnée à la réalité de la situation spécifique de chaque étudiant et de la ville dans laquelle il étudie. A ce titre, elle prendra en compte toutes les sources de revenu. La « Garantie étudiante » viendrait alors compléter les revenus de l'étudiant pour atteindre le montant fixé pour la ville donnée.

Cette mesure doit aussi s'accompagner **d'une réforme du travail étudiant**. Ainsi, si le travail jusqu'à 16 heures par semaine (seuil au-dessus duquel les études prouvent que cela nuit à la réussite universitaire) doit être valorisé et bonifié financièrement, cela doit être l'inverse au-dessus de 16 heures.

2 Pour une profonde transformation de l'orientation scolaire

L'entreprise reste aujourd'hui trop absente du monde éducatif pour permettre une orientation scolaire et professionnelle efficace. Par ce fait, de nombreux jeunes ignorent l'existence de certains parcours, filières et des possibilités d'emploi qui existent. Ce sont surtout les jeunes femmes qui pâtissent de cela, renvoyées par des « fiches métiers » aux études et métiers jugés « féminins ». C'est donc un changement de paradigme complet que nous proposons.

- **Transformer l'orientation scolaire en France** en rapprochant les élèves du monde du travail et du tissu entrepreneurial local. Cela s'accompagnerait de la disparition progressive du modèle actuel avec les conseillers d'orientation. Cette transformation pourrait, entre autres,

permettre de lutter contre la perpétuation des stéréotypes de genre (sous-représentation des femmes en études d'ingénieur par exemple), mais aussi d'orienter vers les métiers d'avenir, notamment liés à la transition écologique.

3 Pour plus d'égalité dans l'accès à la mobilité

La mobilité est l'un des grands facteurs d'injustice entre les jeunes. Si de nombreuses régions ou des structures comme Pôle Emploi proposent des aides au financement du permis de conduire, beaucoup ne peuvent pas en bénéficier. Nous proposons donc de rétablir une équité entre tous les jeunes nécessitant une aide financière pour passer leur permis de conduire.

- **Permettre le financement du permis via une avance sur les droits disponibles sur le Compte Professionnel de Formation.** Une communication sur cette mesure devra être réalisée dans les lycées afin de la faire connaître aux futurs candidats au permis de conduire.

4 Pour que tous les jeunes puissent accéder à un logement

Aujourd'hui, les jeunes, qu'ils soient étudiants ou actifs en mobilité (saisonniers, CDD, en alternance ou en formation, stagiaires...) connaissent de grandes difficultés dans leur accès au logement. La première raison est financière : le logement est le premier poste de dépense dans le budget des étudiants comme des jeunes actifs. Ainsi, à titre d'exemple, lors de la rentrée universitaire 2021-2022, 50% du budget des étudiants était alloué à leur loyer. Ces propositions visent à répondre à l'immense enjeu de l'accès au logement des jeunes.

- **D'abord**, en aidant les jeunes, notamment de 25 à 35 ans, à accéder à la propriété.

- **Ensuite**, en favorisant le logement intergénérationnel. Chaque location ferait l'objet d'un « **Contrat intergénérationnel** » au sein duquel figurerait obligatoirement des engagements réciproques : la location (à un prix toutefois avantageux) pour le bailleur, l'aide domestique et numérique par le locataire par exemple.

- **Enfin**, en simplifiant l'accès au logement des jeunes en **créant une plateforme unique et adaptée** : « 1 jeune, 1 logement ». Elle permettrait de recenser l'intégralité des dispositifs d'aides disponibles, l'offre en matière de logement intergénérationnel et d'être mis en relation avec les organismes adéquats.

« Ces propositions visent à donner leur place à ceux que notre modèle exclut parfois »

5 Pour mettre le sport au cœur de notre quotidien

Les bienfaits du sport ne sont aujourd'hui plus à prouver. Pratiquer une activité sportive régulière est bénéfique pour la santé physique et mentale : lutte contre la sédentarité, gain d'espérance de vie, diminution de 30% du risque de développer une maladie cardiovasculaire, diminution de 50% du risque de développer la maladie d'Alzheimer, lutte contre la dépression... C'est également un puissant levier de cohésion sociale, d'intégration professionnelle, de réinsertion et de lutte contre les discriminations... Le sport participe pleinement au projet d'émancipation porté par Emmanuel Macron depuis 2017, qui souhaitait déjà « faire de la France une vraie nation sportive ». Nous portons l'ambition de faire rentrer durablement le sport dans la vie quotidienne de tous les Français, de tous les jeunes, et notamment des 42% qui déclarent ne jamais en faire par manque d'équipement accessible ou par manque de temps, à cause des études ou du travail.

- **D'abord**, en élargissant le Pass'Sport à tous les étudiants, ou aux jeunes jusqu'à 25 ans sous conditions de revenus, afin que tous les jeunes puissent pratiquer une activité physique régulière.

- **Ensuite**, en intégrant les pratiques sportives individuelles au Pass'Sport pour permettre aux jeunes d'avoir une activité quotidienne. Cela passerait par exemple par la possibilité d'accéder avec le Pass'Sport à des plateformes en ligne d'accompagnement sportif ou à des salles de sport.

Ces plateformes et structures seraient également encouragées à former des étudiants en STAPS (stages, alternances...),

- **Enfin**, en mettant en place une aide de 50€ à destination des étudiants boursiers pour acheter des équipements sportifs parmi un catalogue établi.

6 Pour une société inclusive qui laisse la possibilité de vivre selon son identité de genre

L'identité de genre est une problématique de plus en plus importante pour notre génération. L'avènement des réseaux sociaux ayant permis l'expression de nombreuses identités, de nombreux questionnements ont émergé au sein de la jeunesse. Toutefois, en la matière, notre société et notre droit s'avèrent parfois inadaptés. Ces propositions visent à donner leur place à ceux que notre modèle exclut parfois.

- **D'abord**, en facilitant et raccourcissant les délais de la procédure de changement d'état civil (prénom et sexe), pour les personnes transgenres majeures.

- **Ensuite**, en permettant aux jeunes, dont les parents sont d'accord et à partir de 15 ans, de modifier leur sexe à leur état civil.



Plus de justice et de liberté dans notre politique de soins

Il n'est pas acceptable que des freins financiers empêchent de bénéficier de soins. Il n'est pas acceptable que des femmes atteintes d'endométriose connaissent des complications car elles n'ont pas été soignées en raison de soins et de traitements non pris en charge. Il n'est pas acceptable que des jeunes femmes ne puissent pas choisir l'alternative des protections réutilisables en raison de leur coût. Il n'est pas non plus acceptable que face à la mort, nous ne puissions pas rester libres et faire un dernier choix. C'est à ces enjeux que répondent ces propositions.

1 Accompagner et soutenir les femmes atteintes d'endométriose

L'endométriose est une maladie qui touche 1 femme sur 10. Près de 80% d'entre elles déclarent que leurs symptômes les freinent dans leur quotidien. La prise en charge de l'endométriose est coûteuse en ce qu'elle demande plusieurs rendez-vous médicaux pour poser le diagnostic et traiter, un à un, les différents symptômes. Poser un diagnostic prend en moyenne 7 ans. Nous souhaitons que le sujet de cette maladie cesse d'être tabou et que les femmes qui sont malades soient accompagnées humainement et financièrement. A cet égard, nous nous félicitons du lancement par le Président de la République de la stratégie nationale de lutte contre l'endométriose. Nous souhaitons continuer à avancer dans cette direction, pour la santé des femmes.

- **Permettre aux femmes atteintes d'endométriose de bénéficier d'une prise en charge à 100% des dépenses liées aux soins et traitements.** Avec cette action, l'objectif serait de lever les obstacles

liés au coût du diagnostic, ce qui pourrait permettre des traitements bien plus anticipés qu'aujourd'hui et donc de lutter plus tôt et efficacement contre ses effets qui vont des douleurs à l'infertilité.

2 Ouvrir la gratuité des protections menstruelles aux protections réutilisables

Aujourd'hui, pour des raisons écologiques, de préférence ou de santé, de plus en plus de femmes ont recours à des protections menstruelles réutilisables – serviettes lavables, culottes ou coupes menstruelles... Toutefois, si ces protections s'avèrent plus économiques sur le long-terme, le coût du premier achat s'avère important pour beaucoup de jeunes femmes (environ 15€ pour les coupes et les serviettes lavables, et 35€ pour les culottes menstruelles). Nous proposons donc de compléter l'action contre la précarité menstruelle en ouvrant l'accès aux protections réutilisables.



- **Ouvrir un droit aux protections menstruelles réutilisables** au travers d'un forfait annuel de 35€ utilisable pour l'achat de produits labellisés (culottes, coupes, serviettes lavables...) en pharmacie.

3 Donner le droit à mourir dans la dignité

Le sujet de la fin de vie est éminemment difficile et intime. Les enjeux sont immenses. Toutefois, comme une très grande majorité de la société française, nous croyons à la nécessité d'aller plus loin et de légiférer sur le sujet. « Permettre à tous de pouvoir vivre avec un sentiment de dignité jusqu'à la fin » comme le disait l'ancienne ministre Paulette Guinchard-Kunstler décédée tout récemment en Suisse où elle a pu avoir

recours à l'euthanasie ; cesser de fermer les yeux de manière hypocrite en forçant chaque année près de 2000 malades à y avoir recours clandestinement ; choisir une voie encadrée, respectueuse et protectrice pour ceux qui veulent choisir librement la fin de leur vie. Voilà les objectifs de cette proposition.

- Nous souhaitons qu'un débat parlementaire sur la fin de vie puisse être ouvert et qu'une **loi sur une fin de vie libre et choisie puisse être adoptée**. Être jeune ne doit pas nous empêcher de dire dans quelle société nous voulons vivre et un jour, mourir.

«Permettre à tous de pouvoir vivre avec un sentiment de dignité jusqu'à la fin »

4 Agir pour un avenir plus durable

Près de 50% des 18-24 ans placent le climat parmi leurs trois principaux sujets de préoccupation et 39% d'entre eux déclarent que les enjeux environnementaux seront très importants dans leur choix pour l'élection présidentielle. Génération des « marches pour le climat », les jeunes sont les plus engagés sur l'écologie et la défense de la biodiversité. Pourtant, ils ne parviennent pas toujours à concilier cet engagement avec les possibilités permises par leurs ressources. Ainsi, que ce soit en matière alimentaire, de transports, de produits du quotidien, mais aussi de bien-être animal, nous souhaitons agir pour un avenir plus durable.

1 Pour que chaque jeune puisse assurer financièrement le coût de sa transition écologique

Bien qu'extrêmement engagés pour le climat, de nombreux jeunes sont empêchés dans leur transition écologique du fait du coût individuel de celle-ci : ils sont la catégorie de la population qui dispose le moins de ressources financières. Ces propositions visent à leur permettre d'assurer le financement d'une alimentation saine, de transports propres et de produits du quotidien adaptés.

- Mettre en place un « **Pass écologie** », à destination des 18-25 ans qui regrouperait plusieurs volets :

Alimentaire

Somme dédiée au financement des produits à haute valeur environnementale, à faible taux d'emballage ou de saison.

Mobilités

Des aides aux transports, notamment :

- En ouvrant l'accès au « forfait mobilés durables » pour les étudiants boursiers et aux alternants
- En prêtant à 0% pour l'achat d'un véhicule propre.
- En aidant au financement de la réparation des vélos, par exemple.

Produits du quotidien : Somme dédiée au financement de produits labellisés « verts », dans le champ des cosmétiques par exemple.

2 Pour la fin de pratiques d'un autre temps en matière de bien-être animal

- *D'abord*, en **encadrant la pratique de la chasse en France** :

- En interdisant la pratique de la chasse à courre.
- En interdisant les lâchers de gibiers destinés à la chasse.
- En obligeant à l'obtention d'un certificat décennal d'aptitude à la chasse

- *Ensuite*, en imposant un **étiquetage européen obligatoire évaluant le niveau du bien-être animal d'une viande**. Ce label évaluerait le bien-être de l'animal tout le long du processus allant de l'élevage à l'abattage. Ce label se baserait sur une liste de critères précis, généraux et adaptés aux différents types de viandes et d'élevages définis par la Commission européenne, en lien avec un *consortium* de vétérinaires, d'industriels, d'éleveurs, de spécialistes du bien-être animal et de politiques.

- *Enfin*, en imposant la **vidéosurveillance obligatoire dans les abattoirs de grande taille**.

«Les jeunes sont les plus engagés sur l'écologie et la défense de la biodiversité. »



Changer de philosophie : mettre la prévention au cœur de nos politiques publiques

Notre modèle français, en de nombreux domaines, s'est souvent focalisé sur le curatif, le « réparer ». Pourtant, en de nombreuses matières, « prévenir » peut permettre d'éviter des drames, de mieux protéger les plus faibles et de manière plus prosaïque, peut s'avérer beaucoup moins coûteux pour les finances publiques. Ces propositions proposent un nouveau paradigme dans certaines politiques publiques en mettant la prévention en leur cœur.

1 Pour une formation tout au long de la vie à l'égalité entre les femmes et les hommes

La lutte contre les violences faites aux femmes a été au cœur des priorités de ce quinquennat. De nombreux dispositifs ont été initiés : pré-plaintes, téléphones « grave danger », bracelets « anti-rapprochement »... Toutefois, ces mesures relèvent majoritairement du curatif. Elles doivent s'accompagner d'un volet majeur : la prévention par la formation tout au long de la vie. Notre génération et celles qui viennent doivent être éduquées, dès le plus jeune âge, à être acteurs de la lutte contre les violences.

• *D'abord*, imposer **tout le long de la scolarité** (CP jusqu'au Master 2) **un cycle trimestriel de formation d'une journée minimum consacrée à l'égalité entre**

les femmes et les hommes, à la lutte contre les violences sexistes/sexuelles et les stéréotypes, qui serait assurée par un professeur qui aurait bénéficié d'une formation spécifique sur ces sujets. Ces cours seraient obligatoires, les journées dédiées seraient sanctuarisées et les élèves ne pourraient pas y déroger.

• *Ensuite*, au-delà du fait que tous les cursus universitaires bénéficieraient de ce socle commun a *minima* trois fois par an, **un module de formation tout au long de la vie serait rendu obligatoire** dans toute la fonction publique (de manière renforcée pour les professions au contact de potentielles victimes : magistrats, forces de l'ordre...), dans les entreprises de plus de 10 salariés et plus largement, ce module et les intervenants formés sur la question pourraient intervenir auprès de tous les salariés français.



2 Pour une légalisation encadrée du cannabis

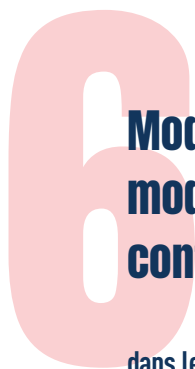
Afin de lutter efficacement pour protéger les plus jeunes, répondre pragmatiquement à l'enjeu sanitaire et sécuritaire, sortir de l'impasse de notre politique répressive, nous proposons un véritable changement de méthode.

- *D'abord*, afin de mieux protéger les Français, **légalisons le cannabis** ! Il s'agirait d'une légalisation encadrée, où vendeurs et producteurs seraient contrôlés grâce à l'octroi de licences, la vente aux mineurs sévèrement réprimée et les produits encadrés. Strictement contrôlé, mais ouvert et compétitif, ce marché régulé serait en mesure de faire reculer le trafic et la consommation.

- *Ensuite*, en parallèle, nous proposons d'organiser une **sensibilisation aux dégâts des stupéfiants chaque année de la 5ème à la Terminale**. Les jeunes n'ont qu'une seule sensibilisation dans leur scolarité, souvent après la première expérience. La légalisation permettrait de financer un programme de prévention ambitieux.

«Afin de sortir de l'impasse de la politique répressive, nous proposons un véritable changement de méthode»





Moderniser nos institutions et notre modèle démocratique pour lutter contre la fracturation de la jeunesse

Une abstention endémique, une croyance endommagée dans le personnel politique, une résignation croissante, une peur dans le futur, une multitude de combats identitaires qui favorisent toujours l'appartenance au plus petit dénominateur commun...

La jeunesse se morcelle et semble tétanisée par le futur. Toutefois, cet état de fait, sans être global, est d'autant moins irrémédiable. Au-delà de toutes les autres propositions, nécessaires pour répondre à ces enjeux, nous devons bâtir un modèle démocratique dans lequel chaque jeune de France aurait sa place et pourrait s'exprimer sur les enjeux de notre temps.

1 Pour une transformation de l'éducation civique, pilier de cette citoyenneté renouvelée

Aujourd'hui, les cours d'Éducation Morale et Civique (EMC) sont dispensés par les professeurs volontaires, souvent ceux d'histoire-géographie, sans formation initiale spécifique. Ces cours sont de qualité et d'intensité extrêmement variables quand ils ne sont pas abandonnés pour terminer le programme d'histoire. Pourtant, le rapport à la République, à ses valeurs, se construit à l'école. En effet, plus que de se poser la question d'avancer l'âge du vote, il faut interroger l'abstention endémique chez les primo-votants. Comment expliquer que les jeunes ne se saisissent pas d'un nouveau droit qui leur est accordé ? C'est le rôle de l'école et de l'éducation civique de donner un sens à la citoyenneté et à l'importance, le sens et les conséquences du vote. Cette proposition cherche à répondre à cet enjeu.

- *D'abord*, améliorer en profondeur notre éducation civique :

- En instaurant une épreuve spécifique d'éducation civique lors du brevet des collèges, voire au baccalauréat en étendant les cours au lycée.

- En mettant en place une formation spécifique pour les enseignants chargés de l'enseignement civique. Seuls les professeurs formés seraient autorisés à dispenser les cours d'éducation civique.

- *Ensuite*, sur le modèle du concours national de la Résistance, **mettre en place un Concours national de la République et de ses valeurs** qui permettrait aux élèves d'effectuer leurs recherches, de débattre et de s'approprier les valeurs républicaines.

2 Pour la réparation du lien entre la jeunesse et les institutions républicaines

La jeunesse est engagée mais elle apparaît désabusée par la politique. *D'abord*, car elle ne croit plus dans les partis politiques, qui structuraient l'espace républicain depuis des années. *Ensuite*, car plus que tout autre segment de la population et à l'exception de l'élection présidentielle, elle délaisse le vote. *Enfin*, car alors même qu'elle maîtrise le numérique et nombre de ses usages, celui-ci n'est pas utilisé comme un outil démocratique, ni comme un apprentissage scolaire, creusant encore le fossé entre l'école et les élèves. Nous proposons des mesures pour répondre à cela.

- *D'abord*, avec les partis politiques en **mettant en place un « chèque citoyen »**. Chaque électeur disposerait d'une somme à flécher annuellement à un parti politique. La mise en place du « chèque citoyen » se ferait à financement constant, en attribuant au dispositif la moitié des subventions actuellement accordées aux organisations concernées. La gestion des fonds et l'anonymisation des choix des citoyens pourrait être confiée à une « Banque de la Démocratie ».

- *Ensuite*, avec le vote en :

- Interdisant aux partis politiques de présenter des candidats aux élections législatives en cas de **non-respect de la parité**.

- **Mettant en place une dose de 20% de scrutin proportionnel** pour les élections législatives.

- **Mettant en place des bureaux de vote itinérants**, afin de toucher les publics confinés mais disposant du droit de vote. C'est le cas dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les prisons, et plus globalement, toutes les populations vivant dans des zones reculées.

- **Ouvrant le vote par correspondance par courrier**. Sur le modèle de certains états américains, cela serait accompagné d'une application en ligne permettant de tracer et suivre le bulletin de vote en temps réel, afin d'assurer de la sincérité du scrutin.

- Permettant à chaque étudiant de **faire le choix d'être électeur dans la commune où il étudie**. De manière complémentaire, nous proposons que lors de **l'inscription pédagogique** dans l'établissement de rattachement, les étudiants se voient proposer **l'inscription sur les listes électorales de la ville où ils étudient**.

- *Enfin*, par une **utilisation vertueuse du numérique** qui générerait la confiance en :

- Développant une **identité numérique « blockchainisée »** qui permettrait le vote par internet, les procurations en ligne, les impôts...

- Remplaçant les cours de technologie par **des cours de numérique et de codage**.

3 Pour sortir du « tout Paris »

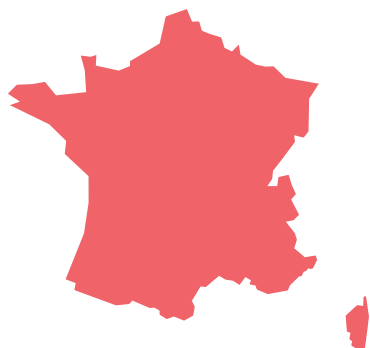
Malgré la réussite de certains projets d'implantations hors de Paris pour des institutions culturelles (MUCEM, Louvre Lens) et des grandes écoles (ENA, Sciences Po Reims, Menton, Poitiers etc.), la très grande majorité des institutions reste encore à Paris. Cela peut interroger lorsqu'il s'agit, par exemple, du ministère de la Mer ou de l'Agriculture, de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, ou de la quasi-totalité des institutions culturelles ou sportives.

- **Transférer des ministères, administrations centrales, écoles supérieures, institutions culturelles et sportives dans plusieurs villes de France.** Cela pourrait contribuer à réduire la fracture entre Paris et le reste de la France, à rapprocher les institutions des citoyens et à faire vivre nos territoires.

4 Pour la réhabilitation du dialogue social

Les syndicats Français ne sont plus représentatifs. Le taux de syndicalisation français, établi à 11% seulement de l'ensemble des salariés, compte parmi les plus bas d'Europe. Pourtant, une démocratie qui fonctionne se distingue aussi par la force de ses corps intermédiaires et sur sa capacité à faire exister le dialogue social. Ces propositions vivent à le redynamiser en impliquant les syndicats, qu'ils soient nouveaux ou des anciens forcés de mieux représenter les salariés.

- **Mettre en place la syndicalisation obligatoire** de tous les salariés des entreprises de plus de 50 salariés et de la fonction publique. Cela permettrait d'accroître la représentativité des syndicats et de stimuler le dialogue social.



«Cela pourrait contribuer à réduire la fracture entre Paris et le reste de la France »

«Par ces propositions, nous souhaitons défendre, en France et en Europe, la citoyenneté européenne »



5 Pour la promotion d'une citoyenneté européenne

La défense d'une Union européenne forte, souveraine et engagée sur la défense de ses valeurs, est l'un des principaux engagements et combats du Président de la République, Emmanuel Macron. Cette Union européenne qu'il appelle de ses vœux, elle se construit et ne pourra se construire qu'avec les jeunes générations. Ce sont elles qui détermineront le devenir de cet espace : échanges ou replis, projets en commun ou préférence nationale... Par ces propositions, nous souhaitons défendre, en France et en Europe, la citoyenneté européenne, complémentaire des citoyennetés nationales, en laquelle nous croyons.

- *D'abord*, en ouvrant à tous les citoyens européens de 18 à 25 ans la possibilité unique d'un *Interrail gratuit* afin de découvrir les pays de l'Union européenne.
- *Ensuite*, et en complément, en mettant en place un *Pass Culture européen*. Au travers de cet outil, les jeunes qui voyageraient au sein de l'Union européenne pourraient financer leur découverte de la culture européenne.



NOTES



**Le mouvement de la jeunesse
qui s'émancipe et qui s'engage**

Créés en 2015, les Jeunes avec Macron c'est :

- Le premier mouvement politique de jeunesse de France, avec **31 000 adhérents**
- Une présence dans plus de **90 départements** en France et à l'étranger
- Plus d'une **centaine d'élus locaux** dans nos communes
- Un engagement sans faille sur le terrain et sur le plan des idées en faveur de **l'égalité des chances, de l'écologie et du pouvoir d'achat** des jeunes.

**Si toi aussi, tu souhaites contribuer à la transformation de notre pays,
rejoins-nous sur lesjam.fr**

@jeunesmacron

